

Conférence Dii : L'Algérie développe un programme d'Énergies Renouvelables destiné à la consommation nationale

La 4ème conférence des Énergies du Désert, organisée par l'allemand Dii, s'est ouverte hier à Skhirat, à 30 km de la capitale marocaine Rabat. Plusieurs acteurs ont été invités. Ils représentent des gouvernements et des entreprises. D'autres sont universitaires ou membres de divers mouvements de la société civile nord-africaine.

Une conférence de presse a été animée en guise d'ouverture. Parmi les intervenants, le PDG de Sonelgaz, Noureddine Boutarfa. Il souligne que "l'Algérie développe un programme nationale d'Énergies Renouvelables (ER) à l'horizon 2030 destiné à la consommation nationale. Il estime que "la problématique de l'Énergie solaire s'articule autour de la conversion". "Il est inconcevable d'importer seulement des équipements. Cela coûtera très cher. Il faut régler le problème du stockage et ramener les coûts à des seuils raisonnables", a-t-il affirmé. Le représentant algérien a indiqué qu'"il faut effectivement parier sur l'avenir des Énergies Renouvelables (ER)". Pour l'heure, Boutarfa explique d'autre part que "le problème d'interconnexion au sud est politique et non économique". "Il faut un équilibre et de l'excédent. Les interconnexions ne sont pas un frein, puisque elles existent déjà", a-t-il ajouté. Soutenir le programme national Cependant, M. Boutarfa a précisé que "les équations du transport font partie de la problématique du renouvelable, car les ER seront un aspect du défis énergétique". "Il faut des investissements, de l'innovation. La question qui reste à poser est comment promouvoir l'innovation et créer des projets tout en donnant de la valeur ajoutée", poursuit-il. Noureddine Boutarfa faisait allusion au critère de rentabilité de l'énergie solaire, qui jusqu'à présent, reste onéreuse par rapport à l'électricité de réseaux. Le PDG de Sonelgaz souligne que "chaque pays a ses spécificités et ses données fondamentales", tout en nourrissant l'idée que "les ER peuvent se substituer et se compléter aux énergies classiques". Utile de préciser que le gouvernement a décidé d'investir 100 milliards de dollars pour commencer l'exploitation de gaz non conventionnelle. Les ER en Algérie sont-ils compromis ? A cette question, Boutarfa indique

qu'"il n'y pas d'incompatibilité. L'exploitation de gaz de schiste à long terme se fera pour des raisons de besoins énergétiques". En revanche, force de constater que dans le cadre d'un programme, uniquement algéro-algérien, des subventions sont nécessaires pour développer la filière nationale des ER. De son côté, Paul Vason, directeur Dii, annoncé le lancement d'un fond d'investissement REDIMENA (Renewable Energy Development and Investment Vehicle for MENA). Toutefois, Dii est à la recherche de bailleurs. De 1 à 4 millions d'euros serviront à financer "les premières phases risquées des développeurs de projets". C'est un capital risque. Selon la documentation présentée par Dii, "le projet, s'il est bien développé et prêt à démarrer, attirera ensuite des investissements privés plus larges qui aboutiront à la construction des installations". Une étude de faisabilité a été réalisée par Dii et Suntrace, dans "le but d'identifier des investisseurs qui alimenteront le fonds à hauteur de 30 millions". Dii souligne que "les capacités de production d'énergies renouvelables en Afrique du Nord et au Moyen-Orient va presque doubler d'ici 2015, passant de 1,7 gigawatt (GW) à 3,3 GW". Lobbying La société civile est sollicitée pour jouer le rôle de sensibilisateur. Mais ceci pourrait être interprété par des gouvernements de la région MENA comme une ingérence ou une tentative de manipulation. "Des représentants de la société civile se sont réunis pour préparer avec le soutien de Dii la création d'un réseau de coopération d'ONG ayant pour but d'accompagner l'expansion des énergies renouvelables", annonce Dii. Dans ce cadre, Paul van Son a déclaré : "Les avantages des énergies renouvelables sont multiples : approvisionnement propre et durable, développement de nouvelles filières industrielles et création d'emplois. Cependant, seule l'implication des populations locales permettra d'inscrire cette évolution positive dans le long terme. Je salue l'initiative de ces ONG d'accompagner la transition énergétique et de faire entendre aux acteurs du secteur le point de vue de la société civile."

Bsikri Mehdi, El Watan

General Electric et Sonelgaz fabriqueront des turbines à gaz en Algérie

Le PDG du groupe Sonelgaz Noureddine Boutarfa a annoncé dimanche que le conglomerat américain de l'électricité General Electric (GE) et le groupe Sonelgaz vont réaliser en partenariat un complexe industriel de fabrication de turbines à gaz en Algérie pour un investissement de 200 millions de dollars,

La société qui sera créée à cet effet sera détenue à 51% par Sonelgaz et 49% par GE, a précisé M. Boutarfa à la Radio nationale.

Le complexe produira à partir de 2017 entre six à dix turbines à gaz par an, soit une capacité de 2.000 MW, dont une partie pourrait être exportée, selon l'accord conclu entre les deux parties.

M. Boutarfa table sur 2027, soit dix ans après la mise en service de l'usine, pour atteindre un taux de 80% d'intégration de la production avec des moyes nationaux.

La réalisation du complexe, prévue à Ain Yagout (nord de Batna), a été confiée à la société mixte qui sera créé entre le groupe Sonelgaz et General Electric.

Par ailleurs, GE a remporté un marché de fournitures de turbines à gaz et à vapeur d'une capacité de 8.400 MW pour un montant de 2,2 milliards de dollars, destiné à équiper les six centrales électriques que l'Algérie prévoit de construire d'ici à 2017.

Selon M. Boutarfa, Sonelgaz a conclu "une très bonne affaire" en confiant au groupe américain la fourniture de ces équipements

électriques, en raison des prix très compétitifs pour le Kw proposé par GE.

Avec 500 dollars le Kw "on est proche des niveaux de prix de 2005". Le prix actuel du Kw sur les marchés est de 1.000 dollars.

Le dirigeant de Sonelgaz a précisé que son groupe s'est lancé dans le développement d'une industrie nationale des équipements destinés au secteur électrique.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie de réalisation des infrastructures énergétiques, adoptée par son groupe en vue d'abandonner progressivement la formule clé en main dans la construction des centrales électriques.

Le groupe algérien négocie avec des groupes internationaux un autre partenariat pour fabriquer en Algérie des chaudières et des transformateurs électriques à grande puissance.

Les négociations sur ce projet seront bouclées avant la fin de l'année, a avancé M. Boutarfa sans fournir de détails.

La mise en œuvre de cette stratégie prévoit également de créer une industrie nationale de composants électriques et de développer l'engineering de détails et d'approvisionnement qui permettra à Sonelgaz de réaliser des centrales électriques en lots totalement décomposés, a-t-il expliqué.